



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 17 MAI 2017

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des composantes de la MONUSCO

Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire :

Dans le Kasai Central, la Section d'Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire de la MONUSCO a fourni le vendredi 12 mai dernier, 5000 litres d'eau potable aux 595 détenus de la prison centrale de Kananga.

Cette eau qui a été distribuée par la MONUSCO, pour la première fois, aux quartiers des femmes, des hommes et des mineurs détenus, constitue une bouffée d'oxygène dans la mesure où la régie des eaux fournit rarement de l'eau courante.

La population achète et stock donc de l'eau potable pour la consommation. Cette initiative aidera les prisonniers à ne pas contracter des maladies hydriques par exemple.

La Section d'Appui à la Justice et à l'Administration pénitentiaire prévoit de poursuivre cette activité de manière hebdomadaire.

Toujours dans le Kasai Central, le samedi 13 mai, suite à l'explosion d'un objet non identifié dans le village de Matamba, à environ 25 km de Kananga, une équipe pluridisciplinaire de la MONUSCO s'est rendue dans cette localité, déjà vidée de sa population, pour faire une évaluation du type d'engin et aussi de la situation sécuritaire.

A Matamba, cette initiative de la MONUSCO a permis de constater : de prime abord, qu'il s'agirait probablement d'un engin artisanal; et qu'il n'y a pas d'autre engin non explosé dans l'environnement immédiat où le premier incident a eu lieu, le cas échéant, nous aurions délimité et sécurisé la zone pour éviter d'autres incidents; et enfin, il n'y a donc plus de risque pour la population.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Il faut noter ici que le village de Matamba a été déserté en raison des affrontements qui y ont eu lieu entre les FARDC et les miliciens Kamuina Nsapu, quelques semaines auparavant.

Par ailleurs, le chef de Bureau de la MONUSCO, Charles Frisby, a remis officiellement, le 15 mai 2017, au ministre des Finances du Kasai Central, représentant le vice-gouverneur de la Province, le Plan d'action de la Commission Consultative de règlement des conflits des pouvoirs coutumiers dans la province du Kasai Central.

Ce plan d'action a été élaboré par les membres de la Commission Consultative de Règlement des Conflits des Pouvoirs Coutumiers (CCRCC) lors d'un atelier financé et organisé par la Section des Affaires civiles de la MONUSCO du 10 au 11 mai 2017 à Kananga.

Protection de l'Enfant :

Du 1^{er} au 12 mai 2017, la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO a documenté 42 cas de violations des droits de l'enfant, dont 92% ont été perpétrés dans la région du Kasai Central par la milice Kamuina Nsapu. Dans cette région, les enfants se trouvent particulièrement exposés à des violations qui prennent diverses formes à savoir le recrutement et l'utilisation d'enfants comme combattants par la milice qui les utilisent comme bouclier humain lors des affrontements avec les FARDC.

Parmi les 42 cas documentés par la Section durant la période considérée, il est à noter que 36 enfants ont été séparés de la milice Kamuina Nsapu et des groupes armés Mayi-Mayi Charles, Nyatura et Rahiya Mutomboki. Cinq autres ont été tués ou mutilés par des éléments des FARDC lors des affrontements avec les miliciens au Kasai Central.

La Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO se déclare de nouveau très préoccupée par la menace que font peser les activités négatives de la milice Kamuina Nsapu sur la vie et la sécurité des enfants des provinces du Kasai. La Section appelle instamment la milice ainsi que tous les groupes armés qui sévissent sur le territoire de la RD Congo à mettre un terme aux violations perpétrées contre les enfants.

Des actions sont en cours en vue d'appuyer le Gouvernement pour établir à Kananga un groupe de travail technique conjoint sur les enfants et les conflits armés afin de remédier au nombre élevé de violations commises par les parties au conflit dans les provinces du Kasai. Ce groupe de travail sera présidé par un membre supérieur du gouvernement provincial en collaboration avec l'UNICEF et la MONUSCO.

D'un autre côté, la Section note avec beaucoup de satisfaction les efforts consentis par les Forces armées congolaises dans la mise en œuvre du Plan d'action ONU/ Gouvernement pour la lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces armées et les services de sécurité de la République démocratique du Congo.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La section appuie les FARDC à procéder à un examen du profil des nouvelles recrues, afin de s'assurer qu'aucune personne âgée de moins de 18 ans n'y figure.

En effet, au sortir d'une réunion qui s'est tenue le 3 mai 2017 avec le commandant adjoint de la Force de la MONUSCO et la Chef de la Section Protection de l'Enfant, le chef des opérations des FARDC, le Général Mushale, s'est engagé à désigner parmi les Colonels sous son commandement des points focaux qui seront en charge de faire le suivi des violations des droits de l'homme et des droits de l'enfant et de s'assurer que les personnes qui ont gravement porté atteinte aux droits de la personne rendent des comptes devant les instances de justices compétentes.

Par ailleurs, la Fédération Congolaise de Football Association (FECOFA), à travers l'équipe nationale de football (Léopards), s'investit cette année encore et à titre gracieux dans la lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfants ainsi que les autres violations graves commises contre les droits des enfants.

A l'occasion du match des Éliminatoires CAN-2019, qui opposera la RD Congo au Congo-Brazzaville, 10 juin 2017, la Fédération se propose, en partenariat avec la MONUSCO, d'entreprendre des actions de sensibilisation pour informer la population sur l'impact des conflits armés sur les enfants et sur l'interdiction du recrutement des enfants comme combattants.

Information publique :

Le mercredi 10 mai, la MONUSCO a échangé avec 100 étudiants de deux universités de Beni, l'Institut Supérieur de Commerce et l'Université Officielle de Semuliki, sur la Résolution 2348 et les activités du bureau de la MONUSCO Beni-Butembo-Lubero.

Cette activité, initiée par les représentants des étudiants de ces deux universités, a permis aux étudiants de poser toutes leurs questions à la MONUSCO sur son mandat mais aussi au porte-parole des FARDC en charge de l'opérations Sokola 1 au Nord-Kivu, présent lors de cette activité, notamment sur la mission de protection des civiles. À l'issue de cette matinée d'échange, les étudiants ont sollicité auprès de la MONUSCO d'autres activités d'échange, notamment sur les questions des droits humains et la promotion des droits des femmes.

Le vendredi 12 mai 2017, la MONUSCO a remis aux responsables de l'orphelinat de la congrégation des sœurs assomptionnistes de Paidà, à Beni ville des latrines et des douches au profit des enfants-orphelins.

Ce projet à impact rapide, d'une valeur de 6 000 dollars américains, améliore les conditions de vie et d'hygiène de ces enfants-orphelins. La MONUSCO a été vivement remerciée, notamment par la responsable de l'orphelinat, le représentant du Maire de la ville de Beni ainsi que par le curé de la paroisse de Paidà.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Du 1^{er} au 9 mai 2017, le Tribunal militaire de Garnison Beni –Butembo a tenu une audience foraine à Lubero sur les cas de violences sexuelles. Cette audience foraine était organisée avec l'appui du projet de la Cellule d'appui aux poursuites de la MONUSCO, du PNUD et de l'Union européenne.

Au total, dix (10) peines pénales ont été prononcées dans le cadre des (10) dossiers de viols instruits par le Tribunal Militaire de Garnison Beni –Butembo. La tenue de cette audience foraine s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'impunité et la restauration de l'autorité de l'Etat qui constituent des priorités pour la MONUSCO et l'essence même de la création des Cellules d'Appui aux Poursuites.

Police MONUSCO :

La cérémonie marquant le lancement officiel de la formation sur la sécurisation pénitentiaire au profit de 120 policiers congolais (cadres et agents confondus) pour une durée de 21 jours a eu lieu le 15 mai 2017 à l'école de Police de Mugunga, dans la ville de Goma.

Cette formation, qui s'inscrit dans le cadre de renforcement des capacités des agents et cadres de la Police nationale congolaise (PNC), sera assurée conjointement par l'UNPOL (Police MONUSCO), la DGEF (Direction Générale des Écoles et de Formation) et la SAJAP (Section d'Appui à la Justice et à l'Administration Pénitentiaire MONUSCO). Elle vise à doter la PNC des connaissances nécessaires en vue d'améliorer leur prestation dans les établissements pénitentiaires.

Toujours le 15 mai 2017, une autre session de recyclage de formation en matière de police judiciaire, a été lancée officiellement à Lubero et sera conjointement assurée par la cellule de formation de la Police MONUSCO et la PNC de Lubero, au profit de neuf policiers, pour une durée de cinq jours.

Cette session sera animée par deux formateurs, notamment de l'UNPOL et de la PNC.

Dans un autre registre, la Police MONUSCO a financé le même jour la reproduction du bulletin n° 12 du comité de suivi de la réforme de la PNC en 5 000 exemplaires et ce, pour les diffuser au sein des provinces en vue d'informer les policiers et la population sur les avancées de la réforme de la PNC et les défis qui restent à surmonter.

Le numéro en question comprend des comptes rendus sur les travaux en cours au niveau de tous les groupes de travail et un bilan des réalisations dans le cadre du plan quinquennal 2012-2016 de la réforme.

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations.

Ainsi, 377 patrouilles de sécurisation dont 67 conjointes avec la PNC ont été effectuées. Par ailleurs, 7 check points et 13 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces Unités.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Activités de l'Equipe-pays

OMS : Réponse à l'épidémie de la maladie à virus Ebola dans la Province du Bas-Uélé

Du 17 au 18 mai 2017, le Dr Oly Ilunga Kalenga, Ministre de la Santé Publique, et le Dr Allaranger Yokouidé, Représentant de l'OMS en RDC effectuent une première visite d'évaluation de l'épidémie d'Ebola qui s'est déclarée à Nambwa, épiceutre de la maladie, dans la zone de santé de Likati, Province du Bas-Uélé, à plus de 1 400 kilomètres de Kinshasa, plus au Nord de la RDC.

A la date du 16 mai 2017, la mise à jour de la situation épidémiologique donne un total cumulé de 21 cas suspects avec 3 décès (taux de létalité : 15 %). L'aire de santé de Nambwa est celle qui a notifié les premiers cas suspects en grand nombre - 13 au total dont 2 décès (taux de létalité : 16%). Plus de 400 contacts répartis dans les quatre aires de santé – Azande, Nambwa, Ngayi et Muna – sont suivis avec l'aide des relais communautaires pour s'assurer qu'ils ne vont pas développer la maladie.

Avec le déploiement de deux laboratoires mobiles de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) à Nambwa, (épiceutre de la maladie) pour faciliter les diagnostics rapides sur le terrain et l'arrivée de plusieurs experts - 7 logisticiens de l'OMS seront dans la zone pour gérer les trois bases logistiques au niveau de trois axes : Buta, Likati et Nambwa - l'OMS et ses partenaires montent en puissance avec un dispositif d'une réponse coordonnée et rapide. Un Centre de traitement Ebola (CTE) va être installé dans les prochaines 48 ou 72 heures par MSF en vue d'isoler les malades et de leur fournir des soins appropriés et limiter les risques de propagation du très mortel virus à Ebola.

D'autres vols du même type sont programmés dès la semaine prochaine avec l'appui financier de l'OMS pour répondre aux autres besoins urgents, et poursuivre le déploiement progressif des différents partenaires opérationnels.

Lundi 15 mai, le Ministère de la Santé Publique a, avec l'appui de ses partenaires, produit un plan national de réponse à l'épidémie chiffré à plus de 8 millions de dollars américains et couvrant les différents domaines d'intervention. Il s'agit entre autres de: i) la coordination de la réponse multisectorielle à travers les comités de lutte contre l'épidémie, ii) renforcement de la surveillance, la recherche active des cas et le suivi des contacts ; iii) la mise en application stricte des mesures d'hygiène et de biosécurité dans les formations sanitaires et les communautés locales, iv) la prise en charge médicale des malades et des cas suspects ; v) renforcement des capacités de diagnostic des laboratoires mobiles, vi) l'appui significatif aux activités de la communication du risque, de la mobilisation sociale et de l'engagement communautaire etc.

L'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE) a été officiellement déclarée par les autorités le 12 mai 2017.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

OCHA : Des mouvements de populations toujours enregistrés dans le contexte de la crise dans la région du Kasai

Environ 23 700 nouveaux déplacés originaires de la région du Kasai ont été rapportés au cours de la semaine écoulée, y compris pour la première fois – une vague de 2 200 personnes arrivées dans la province du Kwilu. Ceci porte le nombre de provinces de la RDC touchées par la crise à 8 sur 26.

Dans la Province du Kasai, quelque 17 500 habitants de la zone de santé de Kamonia se sont déplacés depuis le 5 mai en direction de la ville de Tshikapa et dans la brousse suite à des affrontements entre deux factions rivales de la milice d'une part et entre la milice et un groupe d'autodéfense constitué sur une base essentiellement ethnique d'autre part. De plus, dans la Province de la Lomami, près de 4 000 personnes déplacées sont arrivées en plusieurs vagues dans la ville de Mwene-Ditu en provenance de Katshisungu.

Enfin, plus de 2 200 déplacés (dont 14 enfants non-accompagnés) en provenance de la région du Kasai sont arrivés dans les territoires de Gungu et Idiofa de la Province du Kwilu à raison de 30 à 100 personnes par jour. Les violences répétées contre les civils ont fait plusieurs centaines de morts et d'habitations incendiées ainsi que plusieurs victimes de violences sexuelles. Au-delà de la situation préoccupante dans les trois provinces du Kasai, il est essentiel qu'une aide multisectorielle d'urgence soit apportée aux personnes dans le besoin qui se trouvent dans la province du Lualaba, notamment plus de 1 000 déplacés arrivés le 6 mai en provenance de la province de la Lomami, s'ajoutant aux 28 000 déplacés dans le territoire de Kapanga. Sur le plan sanitaire, des risques épidémiques importants sont rapportés en raison de l'effondrement du système de surveillance épidémiologique consécutif à la fuite des médecins et du personnel soignant vers les grandes villes.

OCHA : Déclaration de l'épidémie de choléra dans le territoire de Bukama, province du Haut-Lomami

Le Ministre de la Santé de la province du Haut-Lomami a déclaré l'épidémie de choléra dans le territoire de Bukama le 12 mai dernier alors que 118 cas avaient été enregistrés entre les 7 et 12 mai contre 33 la semaine précédente.

Entre le 1er janvier et le 7 mai 2017, 236 cas suspects de choléra ont été signalés à travers toute la province, dont 60 % pour la seule zone de santé de Bukama. 19 patients se trouvent actuellement au centre de traitement du choléra (CTC) sans soins faute de médicaments. Cette épidémie coïncide avec le début de la saison de pêche dans une région où de nombreuses personnes sont temporairement hébergées dans des conditions précaires dans les camps de pêche. En outre, le système d'approvisionnement en eau potable de la ville de Bukama est défectueux et un problème technique entraîne des coupures régulières d'approvisionnement en eau qui forcent toute la communauté à se contenter de l'eau de la rivière. Les acteurs humanitaires impliqués dans la lutte contre le choléra ont besoin de quelque 500 000 USD pour traiter les malades et mener des activités de prévention dans la zone de santé de Bukama.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

OCHA : Plus de 22 000 retournés ont besoin d'aide dans le territoire de Moba

Plus de 22 000 retournés se trouvant dans le territoire de Moba dans la province du Tanganyika ont besoin d'aide selon une mission inter agence conduite par le bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) du 8 au 11 mai 2017 dans cette région.

Ces retournés représentent 70 % des 32 000 personnes déplacées qui ont trouvé refuge à Kirungu et Moba Port, Territoire de Moba, en janvier et février 2017, après avoir fui les régions voisines. Ils ont essentiellement besoin de nourriture, d'abris et de protection. Dans d'autres secteurs, en particulier la santé et la nutrition, ils reçoivent une assistance de certaines organisations internationales actives dans la région. En mai, avec le financement du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF), l'Agence adventiste de secours et développement (ADRA) a lancé un programme gratuit d'assistance médicale primaire en faveur de près de 15 000 personnes déplacées et rapatriées dans le territoire de Moba. OCHA assure la liaison avec les différents acteurs humanitaires de manière à fournir une assistance holistique à toutes ces personnes retournées.

OCHA : Suivi d'une question posée la semaine dernière sur la situation à Kitchanga dans le territoire de Masisi

Des évaluations humanitaires sont en cours dans la zone de Busumba. Les déplacés se trouvant dans les écoles de Mweso reçoivent des soins de santé primaire et une assistance en « eau, assainissement et hygiène (WASH).

L'assistance intervient également dans la protection des populations. Il faut noter que le mouvement de population est toujours instable au regard des combats intermittents entre groupes armés, exacerbés par le vide sécuritaire. Par conséquent, le retour des déplacés n'est toujours pas consolidé.

UNICEF : Suivi d'une question posée la semaine dernière sur l'enregistrement des enfants de 0 à 17 ans à l'état civil à Goma

Le projet d'enregistrement des naissances de l'UNICEF, sur fonds du Canada, a en fait démarré en 2016 pour une période de trois ans.

L'événement de la semaine dernière auquel a fait référence le journaliste consistait en une cérémonie de remise officielle des actes de naissances à certains enfants vulnérables suite à l'organisation d'audiences foraines à Goma, Sake, Nyiragongo et Beni pour rendre des jugements supplétifs d'actes de naissances en faveur des enfants vulnérables. Cette cérémonie a représenté une occasion de sensibiliser les familles à l'enregistrement systématique de chaque enfant à l'état civil.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

UNFPA : Célébration de la journée mondiale pour l'élimination de la fistule obstétricale le 23 mai 2017

A l'occasion de la journée mondiale pour l'élimination de la fistule obstétricale qui sera célébrée le mardi 23 mai 2017 sous le thème : **Espoir, Traitement, Dignité**, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et le ministère de la Santé ont prévu les activités suivantes à Kinshasa : **Exposés et témoignages de femmes guéries de la fistule à l'Hôpital Saint Joseph de Limete, visite de malades opérées de fistules à St Joseph et à l'Hôpital Biamba Marie Mutombo, remise de kits de dignité et projection d'un film sur la fistule.**

Pour rappel, la fistule obstétricale est une communication anormale entre les voies génitales de la femme. Elle se traduit par l'incapacité de la femme à retenir les urines ou le selles ou les deux à la fois. En RDC, on estime à plus de 42 000 le nombre de femmes qui souffrent encore de cette maladie. Pour éliminer la fistule obstétricale en RDC, le programme tourne autour de trois axes stratégiques : la prévention, la prise en charge et la réinsertion socio-économique des femmes guéries ou non de la fistule obstétricale. Actuellement, à Kinshasa, deux structures sanitaires, l'hôpital Biamba Marie Mutombo et l'hôpital Saint Joseph, offrent une prise en charge aux femmes souffrant de la fistule obstétricale.

Bourse de journalisme Reham Al-Farra 2017

Vous êtes journaliste, vous avez entre 22 et 35 ans, vous maîtrisez l'anglais et disposez d'un portfolio solide dans le domaine des affaires internationales : ce message s'adresse à vous ! Il vous est possible de postuler aux bourses de journalisme « Reham Al-Farra » pour l'année 2017.

Les lauréats seront invités à passer trois semaines au Siège des Nations Unies pour couvrir la 72^e Assemblée générale en septembre prochain. Ils auront l'occasion d'observer l'ONU en action, d'interviewer de hauts fonctionnaires et d'échanger des idées avec des collègues du monde entier. La date limite pour postuler en ligne est fixée au 28 mai 2017. Pour en savoir plus, voir <https://outreach.un.org/raf/>

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire dans la ville-province de Kinshasa et dans les provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo (RDC), a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Dans les provinces situées au Centre de la République Démocratique du Congo, notamment le Kasai, le Kasai Central et Oriental, elle a été dominée par l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu, et des affrontements liés aux conflits interethniques.

Dans la province du Kasai, des affrontements liés aux conflits interethniques, et des attaques menées par des présumés miliciens contre des chefs locaux opposés à l'établissement de leurs positions (Tshiota), ont été rapportés pendant la période sous examen.

Dans la province du Kasai Central, l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu contre les populations civiles et les Forces de Défense, a été rapporté le 12 mai 2017, dans les localités de Bena Lonji et dans la région située près de Masuika.

Cependant, la MONUSCO demeure engagée pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans les provinces touchées.

A cet effet, le 10 mai 2017 dans la province du Kasai Central, les activités du Comité Consultatif de Règlements de Conflits de Pouvoirs Coutumiers (CCRCPC) ont été officiellement lancées, au cours d'une cérémonie présidée par le Gouverneur intérimaire.

Celui-ci a exprimé sa gratitude à la MONUSCO pour son soutien déterminant au lancement de cette structure, chargée de résoudre les conflits coutumiers.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été caractérisée par une résurgence d'activités négatives perpétrées par des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), et par un afflux de réfugiés centrafricains fuyant les combats dans leur pays.

Les Forces congolaise et onusienne poursuivent leurs activités militaires dans ces provinces, dans le but de neutraliser la LRA, et d'interdire toute infiltration d'éléments armés en provenance de la République Centrafricaine.

En Ituri, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) poursuivent avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les actions vigoureuses afin de mettre un terme à l'activisme des éléments du FRPI rapporté dans les localités situées au Sud du territoire d'Itumu.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée relativement calme, mais marquée dans les territoires de **Masisi** et de **Rutshuru** par l'activisme des groupes armés.

La Force de la MONUSCO continue dans le cadre de son mandat, d'apporter son soutien aux troupes de l'armée congolaise, dans le but de mettre un terme aux activités négatives perpétrées par les groupes armés.

Dans le territoire de Masisi, le 8 mai 2017, l'intervention rapide des troupes de la Force de la MONUSCO dans la localité de **Kitchanga**, a repoussé les éléments des Forces de Défense du Peuple (FDP) ayant pris le contrôle de cette zone.

Au chapitre des redditions dans la province, du 10 mai 2017 à ce jour, cinq (05) éléments de différents groupes armés, dont **deux (02) du groupe Mayi-Mayi Mazembe**, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Au Sud-Kivu, hormis l'activisme des éléments du groupe Mayi-Mayi **Bitwange** et les actions militaires menées pour leur neutralisation, la situation sécuritaire est demeurée sous le contrôle des Forces congolaise et onusienne déployées dans cette province.

Au Tanganyika, des tensions liées aux conflits interethniques entre les communautés Luba et Twa ont été rapportées dans certaines localités de cette province, notamment **Ntambwe** et celle située dans la région de **Kasala-Nyamba**.

Les Forces congolaise et onusienne poursuivent leurs actions visant à mettre un terme à l'activisme des miliciens de ces deux ethnies, et à restaurer l'autorité de l'Etat.

Enfin, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04